

CURRICULUM UNIVERSITAIRE

WENZEL Eric

Né le 04/02/1969

**Maître de conférences (HDR – Hors Classe) d'histoire du droit et des institutions
à Avignon Université**

Laboratoire de rattachement : Laboratoire .JPEG (Juridique, Politique, Economique et de Gestion) (UpR 3788), Avignon Université

PARCOURS ACADEMIQUE

Depuis 2003	Maître de conférences d'histoire du droit et des institutions à Avignon Université
2020-2021	Délégation CNRS, UMR 5815 Dynamiques du droit, Montpellier
2010	Professeur et chercheur invité à l'Université Laval (Québec)
2009	Congé recherche (CRCT)
2000	Qualification à la maîtrise de conférences, section 03
1998-2000	ATER en histoire du droit et des institutions, Université Paris XI
1994-1997 et 2000-2003	Chargé d'enseignement vacataire, Université de Bourgogne
1996-97	Qualification à la maîtrise de conférences, section 22. Boursier de l'Ecole française de Rome

FORMATION

2006	Habilitation à diriger des recherches en histoire du droit, Université d'Avignon et Pays de Vaucluse ; mémoire sur « Du bon usage des normes : une contribution à l'histoire du droit pénal et de la procédure criminelle d'Ancien Régime ».
1999	Doctorat en droit (histoire du droit), Université de Bourgogne, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, prix de thèse Henri Gazin ; intitulé de la thèse : « Le monitoire à fin de révélations : normes juridiques, débat doctrinaux et pratiques judiciaires dans le diocèse d'Autun (1670-1790) », dir. Jean Bart.
1996	Doctorat en histoire, Université de Bourgogne, mention très honorable à l'unanimité ; intitulé de la thèse : « Contribution à l'histoire du clergé paroissial d'Ancien Régime : l'exemple du diocèse de Dijon (1731-1790) », dir. Benoît Garnot.

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

EXPERTISES :

- 2013 Evaluation du projet scientifique « Familles, droit et justice au Québec, 1840-1920 », pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
- 2014 Evaluation d'une partie des bourses Fernand Braudel-IFER incoming, mises en œuvre par la Fondation Maison des sciences de l'homme
- 2017 Evaluation du projet scientifique « Femmes et justice en Amérique française, 17e-18e siècles », pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
- 2018 Evaluation d'une partie des candidatures du programme « Directeurs d'études associés », Fondation Maison des Sciences de l'Homme
- Evaluation du projet de recherche « Femmes devant le tribunal du roi : histoire inter-sectionnelle du Montréal judiciaire (1642-1760) », Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), décembre 2018
- 2024 - aujourd'hui Membre du comité scientifique de la *Revue historique des Forces de sécurité intérieure*

ANIMATION DE LA RECHERCHE :

- 2000-2004 fondation (avec David El Kenz, MCF à l'Université de Bourgogne) et aux travaux de l'ACI – Jeunes chercheurs : « Le massacre, objet historiographique », sous l'égide du CNRS. Budget de 18293 euros à la fondation. 5 membres fondateurs, 19 contributeurs aux travaux et publication.
- 2006 Membre du comité d'organisation du colloque international et pluridisciplinaire de Dijon sur « Des normes juridiques aux pratiques judiciaires », 5-7 octobre 2006.
- 2008 Membre du comité scientifique du colloque international et pluridisciplinaire de Nîmes sur « Vivre dans la différence », organisé par l'Institut européen Séguier, 24-25 novembre 2006.
- 2011 Organisateur du colloque international et pluridisciplinaire (juristes et historiens) « Justice et religion. Regards croisés. Nouvelles approches », 1-3 octobre 2008, Université d'Avignon.
- Co-organisateur du colloque international (juristes et historiens) « Se défendre en justice : pratiques de l'Antiquité à nos jours », Université de Genève, 4-5 novembre 2011.
- 2014 Organisation de la journée d'étude « Thémis Outre-Mer : justice, adaptation et appropriation juridiques à l'époque du premier empire colonial », Université Montpellier 1, 15 mai 2014.
- 2016 Organisation de la journée d'étude « Thémis outre-mer 2 : justices spécialisées et justices d'exception dans les espaces coloniaux 16e-20e siècles », Université de Montpellier, 16 décembre 2016.
- 2018 Organisation de la journée d'étude « Thémis Outre-Mer 3 : Les magistrats

coloniaux au temps du premier empire colonial : statuts, carrières, influence (vers 1500 – 1800) », Université de Montpellier, 14 décembre 2018.

2020 Membre du comité scientifique des Rencontres de la généalogie : « La Généalogie familiale face aux nouvelles demandes », Université de Nîmes, décembre 2020.

2024 Membre du comité scientifique du colloque international : « Guerres de gendarmeries ? Les gendarmes en contre-insurrection, des chouans au talibans (1793-2013) », organisé par la Société nationale d'histoire et du patrimoine de la gendarmerie nationale (SNHPG) - Société des amis du musée de la gendarmerie (SAMG) en partenariat avec la chaire HiGeSeT du Centre de Recherche des Officiers de la Gendarmerie Nationale et du Centre de recherche du XIXe siècle de Sorbonne Université, 5 décembre 2024.

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

A Avignon Université :

2024 - Référent « Enseignement défense sécurité » (REDES) : lien avec le Ministère des Armées, organisation de l'UEO « Enseignement, sécurité, défense »

Membre du conseil de laboratoire du .JPEG (UpR 3788)

2019-2023 Membre élu du Conseil d'administration

2018-2023 Directeur des études, responsable Licence 1 de droit : régimes spéciaux d'études, présidence jurys, commissions handicap, etc.

2009 et 2014-2016 Vice-doyen aux études de l'UFR Droit, économie, gestion : problèmes pédagogiques, problèmes équivalences et de concordances, réorientation des étudiants, régimes spéciaux d'études, coordination et synthèse des rapports d'auto-évaluation et d'accréditation des formations, etc.

2011-2013 Responsable de la Licence d'administration publique (2011-2013) : sélection des dossiers étudiants, équivalences, recrutement des chargés de TD

2003-2006 et 2015-2016 Membre élu du Conseil de l'UFR droit, économie, gestion

2004-2005 Responsable des masters 1 droit

Hors établissement

2011 Membre suppléant au CNU, section 03 (sans occasion de siéger)

2007 Membre du jury du Concours international d'arbitrage francophone de Montpellier (CIAM).

Commissions de spécialistes :

2008 Commission de recrutement en sciences politiques (MCF), Avignon

2011 Commission de recrutement en droit privé (MCF), IUT Montpellier

	Commission de recrutement en histoire du droit (MCF), Université de Bourgogne
	Commission de recrutement en sciences politiques (ATER), Avignon
2018-2020	Commission de recrutement en droit privé et droit public (ATER), Avignon
2021 et 2024	Commission de recrutement en histoire du droit (MCF), Université de la Guadeloupe
2024	Commission de recrutement en droit privé (ATER), Avignon Université

Comités de suivi de thèses

2021 :	2 comités de suivi de thèses, école doctorale, faculté de droit de Montpellier
2023 :	2 comités de suivi de thèses, école doctorale d'Avignon
2024 :	5 comités de suivi de thèses, école doctorale d'Avignon

ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET PUBLICATIONS

ACTIVITES SCIENTIFIQUES :

Principaux domaines de recherche :

Histoire du droit pénal et de la procédure criminelle
 Histoire de la justice
 Histoire des professions de justice
 Histoire du droit colonial et des institutions coloniales

Deux thématiques complémentaires sont au centre de mes préoccupations en tant que chercheur en histoire du droit et des institutions :

- L'histoire du droit pénal et de la procédure criminelle, notamment en rapport avec les pratiques et les représentations de et autour de la justice pénale
- L'histoire du droit colonial et plus particulièrement de la justice pénale dans les colonies, le fonctionnement institutionnel des colonies, surtout la fabrique coloniale, principalement à l'époque des premiers systèmes coloniaux, époque plus négligée de la recherche en histoire du droit et des institutions que la période contemporaine (19e -20e siècles).

En ce qui concerne la première thématique : celle-ci a débuté avec ma thèse de doctorat consacrée au monitoire à fin de révelations. Ce champ a été élargi à plusieurs thématiques particulières, par exemple les procédures alternatives de règlement des infractions, que les historiens dits des lettres confondent avec l'infrajudiciaire. Il m'est apparu important pour un historien juriste de s'intéresser aux pratiques judiciaires, longtemps laissées aux historiens, sans se départir des exigences propres à l'histoire du droit, notamment à partir d'une problématique au cœur de la doctrine pénaliste des 17e et 18e siècles, celle qui fonde le respect des droits des justiciables sur celui des règles procédurales en vigueur. Complémentaire de cette approche, mes travaux ont cherché à montrer l'importance des acteurs du droit et de la justice pénale

(notamment les magistrats, mais également celui des auxiliaires de justice qui jouent un rôle fondamental dans une saine application des règles pour une meilleure administration de la justice, ainsi le clergé, les interprètes, etc.), dans l'élaboration des normes pénales (ainsi les arrêstistes) et dans l'assouplissement de celles-ci. Comme exemple probant : alors que les historiens modernistes expliquent le déclin de la torture judiciaire au 18^e siècle en lien avec la culture élitiste des Lumières, l'histoire du droit montre que ce déclin doit se comprendre avant tout à l'aune précisément de la procédure criminelle qui, à compter de la fin du 17^e siècle, rend très difficile le recours à l'aveu forcé, mais également du fait du rôle de la Chancellerie qui, par plusieurs enquêtes, fait interdire les modes de torture les plus violents, sans oublier l'importance conférée aux témoignages comme mode de preuve en pratique préféré à l'aveu (d'où le succès du monitoire) ainsi que les progrès de l'intime conviction. C'est davantage dans la culture juridique qu'il faut trouver l'explication du déclin de la Question plus que dans le combat dit philosophique. Ma contribution à l'histoire du droit pénal et de la procédure criminelle comprend également d'autres thèmes « complémentaires », en lien avec les évolutions historiques, politiques et sociologiques de nos sociétés confrontées à des réalités juridiques qui trouvent leur fondement dans une longue histoire juridique : ainsi en est-il des exigences victimaire, de l'obsession de la récidive, des origines religieuses des peines, des difficultés des instances internationales face aux crimes de masse.

En ce qui concerne la deuxième thématique, je m'intéresse à un champ de recherche problématique, celui de l'existence d'un droit colonial à l'époque du premier empire colonial. Si la question ne semble souffrir d'aucune ambiguïté pour la période du second empire colonial, la réponse est moins évidente pour la période antérieure. Des éléments me semblent pouvoir être apportés par l'étude du rôle des acteurs locaux du droit et de la justice (personnel judiciaire en poste dans les colonies) dans la fabrique du droit colonial : ce qui m'a conduit à m'intéresser à la manière dont les magistrats coloniaux adaptent voire transforment le droit imposé par la métropole ; à l'enseignement, par les magistrats eux-mêmes, du droit dans les colonies d'Ancien Régime où il n'existait pas de facultés de droit ; aux modes spécifiques d'intégration dans la magistrature coloniale ; surtout aux échanges doctrinaux entre juristes ultramarins et leur volonté, pour certains, de construire un véritable droit pour les colonies qui ne soit pas qu'une adaptation/appropriation de normes communes, mais fondé sur des normes fondées proprement coloniales (tel est le thème de ma délégation en cours au CNRS).

Je m'intéresse également aux modes de gouvernance des petits espaces coloniaux de l'époque moderne : effet, si les colonies d'Ancien Régime sont bien connues dans la manière dont elles sont gouvernées et administrées (gouverneurs généraux et intendants coloniaux, en Nouvelle-France et aux Antilles), en revanche, l'histoire des institutions coloniales de la période moderne souffre d'une quasi absence de travaux sur les espaces singuliers qui constituent les deux grands ensembles de l'espace atlantique. Or, chacun des espaces secondaires possède des spécificités institutionnelles qui conditionnent des pratiques particulières de gouvernance et de justice : d'où mon intérêt pour l'histoire institutionnelle de la Haute Louisiane (dit Pays des Illinois) et l'histoire des petites îles des Antilles, notamment la Grenade sous régime français aux 17^e et 18^e siècles.

L'intérêt d'étudier le premier système colonial, encore vaste champ de recherches en histoire du droit et des institutions, est qu'il semble préfigurer sur de nombreux points le second empire colonial des deux siècles ultérieurs. À terme, j'espère orienter mes recherches sur la problématique « toquevillienne » des colonies comme laboratoires, champs d'expérimentation, de formes de gouvernance des métropoles, afin de donner davantage de sens aux recherches dites colonialistes. L'importance des acteurs locaux du droit (la magistrature notamment) est fondamentale pour comprendre le fonctionnement de la justice coloniale.

PUBLICATIONS :

Ouvrages :

1. *Louis-Guillaume Verrier (1690-1758), procureur-général du conseil supérieur de Québec*, Québec, Septentrion, novembre 2024.
2. *Justice et société coloniales en Nouvelle-France. Le procès de l'esclave amérindienne Marie en 1759*, Paris, L'Harmattan, 2021.
3. *La Grenade française et ses institutions coloniales (XVIIe – XVIIIe siècles). Entre échanges et dépendance*, Paris, L'Harmattan, 2020.
4. *La justice criminelle en Nouvelle-France : le Grand Arrangement (1670-1760)*, Dijon, EUD, 2012.
5. *La torture judiciaire dans la France d'Ancien Régime. Lumières sur la Question*, Dijon, EUD, 2011, réédition 2014.
6. *Curés des Lumières : Dijon et son diocèse*, Dijon, EUD, 2006 (thèse d'histoire publiée).
7. *La justice partagée : les magistrats bourguignons face aux meurtriers d'un curé de campagne, 1711-1727*, Dijon, EUD, 2001.
8. *Le monitoire à fin de révélations. Normes juridiques, débats doctrinaux et pratiques judiciaires dans le diocèse d'Autun (1670-1790)*, Villeneuve-d'Asq, Presses du Septentrion, 2001 (thèse de droit publiée).

Directions d'ouvrage :

1. *La magistrature ultramarine au temps du Premier Empire colonial. Statuts, carrières, influences*, Dijon, EUD, 2020 (avec Eric de Mari).
2. *Justices d'exception dans les espaces coloniaux (16e – 20e siècles) : la balance déséquilibrée de Thémis ultramarine*, Dijon, EUD, 2018 (avec Eric de Mari).
3. *Le peuple, le crime, la justice : mélanges offerts en l'honneur du Professeur Benoît Garnot*, Dijon, EUD, 2017.
4. *Thémis Outre-mer : adapter le droit et rendre la justice aux colonies (16e-19e siècles)*, Dijon, EUD, 2015 (avec Eric de Mari).
5. *Justice et religion. Regards croisés : histoire et droit*, Avignon, Editions universitaires d'Avignon, 2010.

Articles dans des revues avec comités de lecture :

1. « La construction d'une identité nobiliaire : Christophe de Servant (1571-1650), président du Parlement d'Orange », *Provence historique*, fasc. 233, 2008, p. 243-257.
2. « La torture judiciaire comme enjeu "médiatique" à la veille de la Révolution française »,

Justice(s), Le Temps des médias, n° 15, 2010, p. 169-179.

3. « Justice et culture militaires au Pays des Illinois au 18^e siècle, à travers une affaire de désertion (1752) », *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, n° 68, 2014, p. 85-100.
4. « La procédure criminelle au Canada sous le régime français (1670-1760) : un exemple d'adaptation de la norme juridique à l'époque du premier empire colonial », *Revue historique de droit français et étranger*, n° 93 (1), 2015, p. 103-114.
5. « Intégrer la magistrature coloniale à l'époque de l'Ancien Régime : conditions normatives et réalités ultramarines », *Outre-Mers, Revue d'histoire*, n° 398-399, juin 2018, p. 145-170.
6. « Les magistrats de Nouvelle-France et le crime de rapt de séduction : juger en droit ou juger en conscience ? », *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, n° 73-3, 2020, p. 57-77.
7. « Une justice seigneuriale face à une affaire de meurtre en Brionnais au XVI^e siècle : le Moulin du Bost et le procès de Jacques Bataillard (1567) », *Annales de Bourgogne*, tome 92, 2020, p. 39-47.
8. « *La Plume et le Trait...* Les journaux de campagnes maritimes de Louis-Auguste de Rossel (1736-1804) sous Louis XV », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 128, septembre 2021, p. 157-174.
9. « De Paray-le-Monial à Montréal : les tribulations de Jean Bouillet de la Chassaigne (1654-1733) en Nouvelle-France », *Annales de Bourgogne*, tome 94-2, 2022, p. 21-41.
10. « Quel(s) droit(s) pour les colonies au temps du Premier système colonial ? », *Revue historique de droit français et étranger*, avril-juin 2022, p. 209-229.

Articles dans des revues sans comité de lecture :

1. « Notables locaux d'Ancien Régime : les officiers du grenier à sel d'Arnay-le-Duc au 18^e siècle », *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, vol. 54, 1997, p. 219-234.
2. « La pratique du monitoire à fin de révélation sous l'Ancien Régime, à travers l'exemple du diocèse d'Autun (1670-1790) », *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, vol. 57, 2000, p. 283-300.
3. « A propos de la formation juridique du clergé diocésain sous l'Ancien Régime », *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, vol. 57, 2000, p. 159-169.

Colloques internationaux et nationaux avec comités de lecture (interventions et actes publiés) :

1. « Les prêtres victimes de leurs paroissiens dans la Bourgogne du 18^e siècle », dans *Ordre moral et délinquance de l'Antiquité au XX^e siècle*, Dijon, EUD, 1994, p. 168-176.
2. « Le clergé diocésain d'Ancien Régime au cœur de l'infrajustice : l'exemple de la Bourgogne aux 17^e et 18^e siècles », dans *L'infrajudiciaire du Moyen âge à l'époque contemporaine*, Dijon, EUD, 1996, p. 241-249.
3. « La petite délinquance à travers l'activité des justices consulaires sous l'Ancien Régime », dans *La petite délinquance de l'Antiquité au XX^e siècle*, Dijon, EUD, 1998, p. 333-339.

4. « Quelle place pour la victime dans l'ancien droit pénal ? », dans B. Garnot (dir.), *Les victimes, des oubliés de l'histoire ?*, Rennes, PUR, 2001, p. 19-29.
5. « Forcer les témoignages : le délicat recours au monitoire sous l'Ancien Régime », dans *Les témoins de l'Antiquité au XXe siècle. Une histoire des statuts et des comportements*, Rennes, PUR, 2003, p. 83-90.
6. « Plaie d'argent est-elle mortelle ? La doctrine juridique face au crime de péculat à l'époque moderne », dans *Justice et argent. Les crimes et les peines pécuniaires du XIIIe au XXe siècle*, Dijon, EUD, 2005, p. 143-154.
7. « Des lois du roi au sang du Christ. Le clergé paroissial, auxiliaire précieux de la justice royale sous l'Ancien Régime », dans *Entre justice et justiciables, les auxiliaires de justice du Moyen Age au XXe siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 583-598.
8. « La doctrine pénale à l'épreuve de la récidive, 16e siècle - 1810 », dans Porret, M. (dir.), *Le criminel endurci. Récidive et récidivistes du Moyen Age au XXe siècle*, Genève, Droz, 2005, p. 93-110.
9. « La sellette... sur la sellette, ou les vicissitudes d'un séculaire instrument de la justice criminelle au temps des Lumières », *Gens de robe et gibier de potence en France du Moyen Age à nos jours*, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, Images en manœuvre Editions, 2007, p. 247-259.
10. « Quand la pratique crée la norme : la jurisprudence du parlement d'Orange au Grand Siècle », dans *Normes juridiques et pratiques judiciaires, XIIIe – XXe siècles*, Dijon, EUD, 2007, p. 123-130, acte du colloque de Dijon, octobre 2006.
11. « La paix par la justice. Les modes alternatifs de règlement des conflits au coeur de la procédure et de la doctrine françaises d'Ancien Régime », acte du colloque *Stringere la Pace, Teorie et pratiche della conciliazione nell'Europa moderna*, colloque international de Pise, Scuola Normale Superiore, 30-31 mai 2008, Rome, Viella, 2011 p. 509-519.
12. « Décrire pour mieux circonscrire : la réalité de la torture judiciaire au travers des enquêtes administratives dans la France d'Ancien Régime », *Bois, fers, papiers et bracelets de justice. Histoire matérielle du droit de punir*, colloque international, Genève, 2-4 décembre 2010, Genève, Georg, 2012, p. 89-100.
13. « Le juge mène-t-il l'enquête ? Le lieutenant criminel en Nouvelle-France entre respect de la procédure et adaptations coloniales », *Du lieutenant criminel au juge d'instruction. Rétrospective sur une fonction judiciaire*. Journées internationales et pluridisciplinaires d'histoire de la justice, Nice, 11-12 février 2013, dans Stéphanie Blot-Maccagnan et Gwenaëlle Callemein (dir.), *Du lieutenant criminel au juge d'instruction. Evolutions historiques et défis contemporains*, Rennes, PUR, 2018, p. 225-233.
14. « "Avez-vous une intime conviction ?". Les fondements historico-juridiques de la preuve morale en droit français », acte du colloque international *sur La justice entre droit et conscience du Moyen Age à nos jours*, Dijon, 17-18 octobre 2013, Dijon, EUD, 2014, p. 183-194.
15. « "Afin que ceux qui aspirent aux charges de judicature puissent estre instruits" : l'implication du procureur-général Verrier dans la formation des officiers de justice en Nouvelle-France. Une adaptation juridique ? », dans *Thémis Outre-mer : adapter le droit et rendre la justice aux colonies (16e-19e siècles)*, Dijon, EUD, 2015, p. 67-78.
16. « Les juges, les témoignages et les aveux forcés : l'affaire du Chevalier de la Barre au

prisme de la procédure criminelle de l'Ancien Régime », *Journées Voltaire 2016. Autour de l'affaire La Barre*, Université Paris IV – Sorbonne, 17-18 juin 2016, contribution parue dans la *Revue Voltaire*, n° 17, 2017, p. 17-28.

17. « Les procès des administrateurs coloniaux sous l'Ancien Régime : justice(s) d'exception ou exception de justice ? », acte du colloque *Justices spécialisées et justices d'exception dans l'espace colonial (16e-20e siècles)*, Université de Montpellier, 16 décembre 2016, publié dans *Les justices d'exception dans les colonies (XVIe-XXe siècles). La balance déséquilibrée de Thémis ultramarine*, Dijon, EUD, 2018, p. 68-81.
18. « *The voice of the litigant, the voice of the spokesman ? The role of interpreters in trials in Canada, under the French Regime (17th-18th centuries)* », dans *Voices in the Legal Archives in the French Colonial World. "The King is Listening"*, Abingdon, Routledge Press - Taylor & Francis Group, 2020, p. 243-257 (acte du colloque *Voices from the Legal Archives*, Lake Massawippi, Québec, 28-30 mai 2018).
19. « Des justiciables comme les autres ? Les membres de la RPR en Nouvelle-France avant et après la Révocation au regard des archives judiciaires », acte du colloque *Religion et colonisation. Les groupes religieux minorisés et le peuplement des Amériques, XVe-XIXe s.*, Boulogne-sur-Mer, Centre universitaire du Musée, 3-4 décembre 2020, dans Eric Roulet (dir.), *Partir aux Amériques. Les minorités religieuses et le peuplement du Nouveau Monde (XV^e-XIX^e siècles)*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2024, p. 105-116.

Colloques et journées d'études sans comité de lecture :

1. « Les arrêts du Président Servant : un demi-siècle de jurisprudence du Parlement d'Orange (1613-1649) », acte du colloque sur *La principauté d'Orange du Moyen Âge au XVIIe siècle. Actualité de la recherche historique*, Avignon, 17 juin 2005, publié dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, t.4, 2006, p. 47-62.
2. « *Plaidoyers sans parole*. Les factums à la Renaissance, entre argumentation juridique et références antiques », colloque sur *Les plaidoyers à la Renaissance*, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, juin 2014, publié dans Geraldine Cazals, Stéphane Georget (dir.), *Les plaidoyers à la Renaissance entre droit et littérature*, Genève, Droz, 2018, p. 113-125.
3. « De l'utilité de la généalogie : le regard de l'historien du droit », acte du colloque *Droit et généalogie*, Université d'Avignon, 9 octobre 2015, publié dans la *Revue Internationale d'Histoire du Notariat. Le Gnomon*, n° 186, 2016, p. 17-22.
4. « Pierre Servant (1571-1650), président du parlement d'Orange et arrêtiste : un révélateur des particularismes juridiques d'une petite enclave au Grand Siècle ? », communication à la journée d'études sur les juristes méridionaux, 29/11/2019, publiée dans *Les hommes et le droit. Les hommes et le droit en Roussillon et dans le Midi de la France du Moyen Âge au XIXe siècle*, Presses Universitaires de Perpignan, 2023, p. 169-184.
5. « *Religion et sens de la peine* », acte du colloque « *Religion(s) et prison* », Université de Montpellier, 13 mars 2020, paru sous le titre : « Religion et sens de la peine : aux origines théologiques de la peine de prison », *Revue du droit des religions*, n° 12, 2021, p. 163-173.
6. « "On appelle en Hollande action, une part qu'on a dans les Societez des Compagnies des Indes..." (Furetière) : les Compagnies coloniales du XVIIe siècle fondatrices des sociétés de capitaux modernes ? », Journée d'études de Boulogne-sur-Mer sur l'actionnariat à

l'époque moderne (13 octobre 2021), communication publiée dans Eric Roulet (dir.), *La naissance du marché des valeurs en France. L'achat et la vente d'actions (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Classiques Garnier, 2024, p. 16-24.

7. « Une (presque) spécificité institutionnelle bourguignone : les seigneurs de clocher », journée d'études de la Société pour l'histoire des anciens pays bourguignons, Dijon, 21-22 novembre 2023, acte à paraître dans les *Mémoires de la société pour l'histoire des anciens pays bourguignons* en 2024.

Participations à des colloques et journées d'études sans publication :

1. « La Question... en question. La critique de la torture judiciaire à l'époque moderne (XVI^e - XVIII^e siècles) », acte du colloque *Justice et espaces publics du Moyen Age à l'époque contemporaine*, Montréal, mai 2009.
2. « Le rôle des hommes et femmes dans l'exercice de la justice criminelle en Nouvelle-France (1670-1760) », Acte du 65^e Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Sherbrooke (Québec), 18-20 octobre 2012.
3. « Les institutions militaires, élément important de l'ordre judiciaire colonial en Nouvelle-France (17^e – 18^e siècles) », *Ordre et désordre dans l'empire colonial français / Order and disorder in the French colonial Empire, Annual Meeting of the French Colonial Historical Society*, Université de Sherbrooke, campus de Longueuil, 13-15 juin 2019.
4. « Comprendre les enjeux du procès criminel en Nouvelle-France grâce à la richesse des archives judiciaires », acte de la journée d'étude sur « *Les archives judiciaires du Québec, de la Nouvelle-France à aujourd'hui : historique, usages et enjeux* », Archives Nationales du Québec, Montréal, mai 2021.
5. Intervention à la journée d'étude sur « La traduction : un patrimoine et une énergie interdisciplinaires au cœur des problématiques de la société. », Avignon Université, 6 avril 2022.
6. « "Vous devez aussi laisser une entière liberté aux officiers établis pour rendre la justice à mes sujets" : Frontenac, le Conseil souverain et l'exercice ambigu de la justice », acte du 75^e Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec), 19-21 octobre 2023.
7. « Les actionnaires de la Compagnie de la Guyane (1776-1785) : une noblesse d'affaires au cœur d'un projet colonial », acte du colloque sur *Les actionnaires des compagnies françaises à l'époque moderne (XVII^e-XVIII^e siècle). Raisons, motivations et engagements des investisseurs*, Boulogne-sur-Mer, 21-23 janvier 2025.

Contributions à des ouvrages collectifs :

1. « Persistance des déviances dans le clergé paroissial bourguignon au XVIII^e siècle », dans *Le clergé délinquant, XIII^e-XVIII^e siècle*, Dijon, EUD, 1995, p. 97-115.
2. « Les officiaux forains du diocèse d'Autun. Juges, ecclésiastiques et délinquants », dans *Juges, notaires et policiers délinquants, XIV^e-XX^e siècle*, Dijon, 1997, EUD, p. 103-112.
3. « Le sacerdoce bafoué : de la résignation des fidèles aux foudres de la justice », dans *De la*

déviance à la délinquance, XVe-XXe siècle, Dijon, EUD, 1999, p. 41-54.

4. « La médecine légale contre l'erreur judiciaire à la fin du XVIIIe siècle », in B. Garnot (dir.), *L'erreur judiciaire de Jeanne d'Arc à Roland Agret*, Bruxelles, Imago, 2004, p. 125-138.
5. « Le massacre dans les méandres de l'histoire du droit », in D. El Kenz (dir.), *Le massacre, objet l'histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2005, p. 25-45 (réédition en italien, *Il massacro nella storia*, éd. Utet, 2008).
6. Contribution au *Dictionnaire historique des juristes français*, Paris, PUF, 2006.
7. « Justice en ville : la justice au cœur du paysage urbain de la Nouvelle-France (1670-1760) », dans *Urbanités. Vivre, survivre, se divertir dans les villes (XVe-XXe siècle)*, Dijon, EUD, 2012, p. 175-182.
8. « Le déclin de la torture dans la France du XVIIIe siècle : victoire des philosophes ou victoire du droit ? », dans R. Campana, L. Deglia, B. Garnot (dir.), *La torture, de quels droits ?*, Paris, Imago, 2014, p. 105-114.
9. Introduction du chapitre « Classer l'animal dans les règles de droit », dans E. de Mari, D. Taurisson-Mouret (dir.), *Ranger l'animal. L'impact de la norme en milieu contraint (II). Exemples de droit colonial et analogies contemporaines*, Paris, Victoires Editions, 2014, p. 18-20.
10. « "En vertu des décrets de prise de corps". L'arrestation sous l'Ancien Régime (normes, pratiques, réception) », dans F. Chauvaud, P. Prétou (dir.), *Arrestation, capture, interpellation du Moyen Âge à nos jours*, Rennes, PUR, 2015, p. 289-302.

Manuels universitaires :

La justice et l'histoire. Sources judiciaires de l'époque moderne (avec B. Garnot, H. Piant et P. Bastien), Paris, Bréal, 2006.

100 fiches d'histoire moderne, Paris, Bréal, 2007, réédition 2013 et 2017 (avec Stéphane Durand)

Comptes rendus et avis pré-publication :

1. *Intime conviction et erreur judiciaire. Un magistrat assassin au XVIIe siècle ?*, par Benoît Garnot, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2004, 160 p., compte rendu pour la revue canadienne *Histoire sociale / Social History*.
2. « Les remontrances parlementaires au XVIIIe siècle : tourner le dos à la "table rase", entre archaïsme, adaptation et invention », avis avant publication, *Lumen*, n° XXVI, 2006.
3. Gérard Delannoy, *Crimes et châtiments au XVIIIe siècle. La justice dans le bailliage de Chalon 1701 – 1750*, Précy-sous-Thil, Editions de l'Armançon, 2007, préface de Jean Bart, compte rendu paru dans *Annales de Bourgogne*, t. 80, 2008, p. 357-358.
4. Roger Oulion, *La bête du Gévaudan. Nouvelles révélations sur un crime organisé au XVIIIe siècle, en Gévaudan*, éditions du Roure, réédition 2009, compte rendu dans la *Revue du Gévaudan, des Causses et des Cévennes*, 2011.
5. Lucien Faggion, « L'Accommodement à Valdagno (1563-1564) », *Quelle régulation ? Normes, justice et violences du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Rives

- méditerranéennes*, n° 40, 2011, p. 27-42 et Céline Regnard, « La fabrique du crime. Les attentats aux mœurs devant la justice (France-Var, XIXe siècle) in *idem*, p. 87-106 : avis avant publication, 2012.
6. Alain Berbouche, « Marine et justice. La justice criminelle de la marine française sous l'Ancien Régime », Rennes, PUR, 2010, 283 p. : dans *Criminocorpus, revue hypermédia* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 23 février 2012. URL : <http://criminocorpus.revues.org/1764>.
 7. *Justice et protestantisme. Textes réunis par Didier Boisson et Yves Krumenacker, Chrétiens et Sociétés. Documents et Mémoires n° 14*, 2011, 187 p., compte rendu pour la revue du centre de recherche Religions, Sociétés et Acculturation (RESEA - LARHRA, UMR 5190), 2013.
 8. Georges Marbeck, *Un crime de braves gens. Haute-faye – 1870*, Paris, L'Harmattan, 2012, 406 p. : compte rendu paru sur *Criminocorpus*, mis en ligne le 13/03/2013 : <http://criminocorpus.revues.org/2407>
 9. Lucien Faggion, Christophe Regina (dir.), *Justice, littérature et écriture. Du récit judiciaire au récit littéraire en Europe*, compte-rendu pour publication aux Presses universitaires de Provence, 2014.
 10. David Gilles, *Essais d'histoire du droit. De la Nouvelle-France à la Province de Québec*, Sherbrooke, Les Editions de la Revue de Droit, 2014 : compte-rendu pour la *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 70, n° 1-2, 2016, p. 190-191.
 11. Laurence Giavarini (dir.), *Pouvoir des formes, écriture des normes. À propos des liens entre brièveté et normativité (Moyen-âge / temps modernes)* : avis pour publication pour le compte des Editions universitaires de Dijon, octobre 2016.
 12. Eric Fabre, *Le commerce en haute Provence. Objets et moyens (fin du XVIIe – milieu du XIXe siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2020 : compte-rendu pour H-France Review, à paraître en janvier 2021.
 13. Laura Viaut, *Rénover la fonction de juger* : avis pour publication demandé par les Editions universitaires de Dijon, octobre 2020.
 14. Laura Viaut, *Quand le vent se lève... Essai sur la crise institutionnelle de l'an mille*, avis pour publication demandé par les Editions universitaires de Dijon, novembre 2020.
 15. Philippe Crémieu-Alcan, *À l'ombre du Roi. Solidarités, résistance et mentalités à travers les délits forestiers en Guyane au XVIII^e siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2020, 317 p. : compte-rendu pour la *Revue historique de droit français et étranger*, n° 99, 2021, p. 129-131.
 16. Pierre-Benoît Romagnou, *Dans l'orbite de Paris. Les habitants de la banlieue et la justice (v. 1670 – v. 1789)*, Paris, Classiques Garnier, 2020, 312 p. : compte-rendu pour la *Revue historique de droit français et étranger*, janvier-mars 2022, p. 81-82.
 17. Emile Lebreton, *Police et justice municipales à Rennes au XVIII^e siècle* : avis pour publication Editions universitaires de Dijon, mars 2023.
 18. Raymond Abbrugiati, *Beccaria et Voltaire. Philosophie des Lumières et justice pénale*, Presses de l'Université de Provence, 2022, 108 p. : compte-rendu d'ouvrage pour la *Revue Voltaire*, n° 22, 2024.
 19. Anne Bonzon, *La paix au village. Clergé paroissial et règlement des conflits dans la France*

d'Ancien Régime, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2022, 347 pages : compte-rendu pour H-France Forum (<https://h-france.net/>), volume 19, 2024.

20. Marie Houlemmare, *Justices d'Empire. La répression dans les colonies françaises au XVIII^e siècle*, Paris, Puf, 2024, compte-rendu pour la *Revue suisse d'histoire*, n° 74(3), 2024, p. 493-495.

21. Gerd Schwerhoff, *Dieux maudits, histoire du blasphème*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2024, compte-rendu pour la *Revue du droit des religions*, n° de novembre 2025.

Conférences et séminaires de méthode dans des universités françaises et étrangères

2012 : Université Laval (Québec), conférence sur la justice pénale en Nouvelle-France

2021 à 2024 : Université de Montréal, séminaires de méthode sur la procédure criminelle sous le Régime français, étudiants de maîtrise (master) et doctorat.

2023 : EHESS, séminaire école doctorale d'été, « Justice, police et gouvernement des populations, 17^e-19^e siècle »

2024 : séminaire franco-québécois (Université du Littoral/Université de Sherbrooke) sur le thème « Application, adaption, appropriation du droit dans les espaces coloniaux de l'époque moderne », 12 décembre 2024 : « Le procureur général Louis-Guillaume Verrier (1690-1758) : ou comment conserver le Canada sous l'empire du droit français », en visio.

2025 : Les "Matins du JPEG" - Séminaire - Séance du 17 janvier 2025 : « L'histoire du droit : une discipline résolument interdisciplinaire », Avignon Université.

ENSEIGNEMENTS ET ENCADREMENT DE LA RECHERCHE

A Avignon Université

UFR droit, économie, gestion

Licence 1 droit

2018-... Histoire du droit – CM cours semestriel 30 h

2013-2015 Histoire des institutions publiques – CM semestriel 33h

Licence 2 droit

2004-2009 Histoire de l'administration publique – CM semestriel 33h

2009-2013 Histoire du droit de la famille, CM semestriel 33h

2013-2024 Histoire de la justice, CM semestriel 30 h

2013-2024 Histoire des idées politiques, CM semestriel 33 puis 30 h

2024-... Histoire du droit des obligations, CM semestriel, 30 h
Histoire de la pensée juridique, CM semestriel 30 h

Licence 3 droit

2003-2010 Histoire des idées politiques, CM annualisé 2 x 33 puis 2 x 30 h

2014-2024	Histoire de la pensée juridique, CM annualisé 2 x 30 h
2024-...	Histoire de la justice, CM, 30 h sem.

Licence 1 gestion

2010-2011	Histoire des relations internationales, CM semestriel 30 h
-----------	--

Licence d'administration publique et Licence 3 AES

2003-2013	Histoire politique contemporaine, CM semestriel 33 h
2003-2013	Problèmes économiques et sociaux contemporains, CM semestriel 33 h
2012-2015	Histoire des idées politiques contemporaines, CM semestriel 33 h
2009	Méthode de la dissertation juridique, TD semestriels 15 h

Maîtrise et master 1 de droit

2003-2004	Histoire du droit privé, CM semestriel 36 h
2004-2005 et 2016-2018	Histoire des obligations, CM semestriel 33 puis 30 h
2013-2018	Histoire des doctrines pénales, CM semestriel 30 h

Master 2 Droit des contrats

2006-2010	Histoire du droit des contrats, séminaire semestriel 12 h
-----------	---

Master 2 Métiers du droit

2018-2024	Histoire du procès, séminaire 12 h
2024-...	Histoire des professions de justice, séminaire 12 h

Autre UFR

Licence 1 anglais

2006-2008	Histoire des institutions françaises depuis la Révolution 30 h
-----------	--

Dans d'autres universités

Université Laval (Québec)

Baccalauréat d'histoire

2010	Histoire de la Révolution française 36 h
------	--

Université de Montréal

Maîtrise d'histoire

2021-2024 Séminaire APAD (Atelier Permanent d'analyse documentaire) sur les archives judiciaires, tenu dans le cadre du projet « Donner le goût de l'archive ».

Université de Genève

Maîtrise d'histoire

2004 Séminaire sur la justice à l'époque de l'Ancien Régime

Université de Bourgogne

DEA et master 2 d'histoire

2004-2008 Séminaire sur la justice française de l'Ancien Régime

Université de Montpellier

DU Religions et société démocratique

2014-2025 Histoire de la laïcité, CM sem. 15 h

Licence 2 droit

2018-2019 Histoire du droit des obligations, CM semestriel 36 h
Histoire des idées politiques, CM semestriel 24 h

Prépa concours officiers de la gendarmerie

2022-2024 Cours d'histoire du droit pénal, histoire des institutions (principaux aspects de l'histoire de la procédure pénale, histoire de la gendarmerie, histoire des prisons, histoire de la peine de mort, etc.), 12 h

Université de Nîmes

DU Généalogie

2015-... Histoire du droit de la famille, CM sem. 2 puis 3 promotions X 24 h (en présentiel, en distanciel)

Directions et codirections de thèses

Zoulika Hattab, « Droits et libertés fondamentaux en droit musulman », en codirection avec Valérie Bernaud, MCF de droit public, Université d'Avignon, thèse soutenue le 20 novembre 2018, lauréate actuellement avocate.

Yémalin Gnonlonfoun, « Le rôle de la pratique dans la formation du droit de la famille en Afrique noire francophone : le cas du Bénin », en codirection avec Pierre-François Blanc, MCF d'histoire du droit à l'Université de Perpignan, thèse soutenue le 12 février 2022.

Khadija Boufhari, « La question pénale de la récidive des mineurs depuis le XIX^e siècle », en codirection avec Guillaume Champy, MCF de droit pénal à l'Université d'Avignon, en cours depuis 2020.

Naomy Bertaux, « Les peines secondaires dans les procès criminels en Nouvelle-France : approche doctrinale et pratiques judiciaires (1670-1760) », direction complète, en cours depuis 2022.

Jérôme Liffra, « Gendarmerie - Justice : Une énergie cinétique ? », direction complète, en cours depuis 2024.

Cédric Boulanger, « Le rôle du conseil d'État dans l'organisation politique et administrative des colonies aux XIX^e et XX^e siècles », direction complète depuis janvier 2025.

Kervens Valcin, « Le contentieux de la propriété foncière en Haïti à partir de 1804 », direction complète (reprise de direction en 2025).

Jurys de thèses

En tant que président et assesseur :

1. « La solidarité contractuelle », sous la direction de J.-M. Bruguière, UAPV, 19 décembre 2005 (présidence).
2. « Le ministère des affaires étrangères. Naissance et évolution d'un représentant de l'Etat », sous la direction de P. Blachère, Université d'Avignon, 11 juin 2011.
3. « Le droit de la distribution en Tunisie », sous la direction de J.-L. Respaud, Université Montpellier 1, 11 janvier 2013.
4. « Titres et statuts territoriaux au Moyen Orient », sous la direction de Mireille Couston, Université Lyon III, 2 juillet 2013.
5. « L'après-contrat de distribution », sous la direction de Daniel Mainguy, Université de Montpellier, 28 novembre 2014.
6. « Les crises constitutionnelles en Guinée. Déroulement, résolution et approches prospectives », sous la direction de Valérie Bernaud, Université d'Avignon, 30 mars 2017, président du jury.
7. « Politique et droit de la concurrence en Turquie », sous la direction de Franck Petit et Jean-Louis Respaud, Université d'Avignon, 20 décembre 2017.
8. « La patrimonialisation du corps humain », sous la direction de Franck Petit, Avignon Université, 28 juin 2019.

En tant que rapporteur :

1. « Les prix bas en droit économique », sous la direction de J.-L. Respaud, Université Montpellier 1, 18 décembre 2010.
2. « Droit et généalogie », sous la direction de J.-M. Bruguière, Université Grenoble 2, 28 mai 2013.
3. « L'évolution de la répression des déviances sexuelles depuis 1789 », sous la direction de Christophe Archan, Université de Paris-Nanterre, 18 décembre 2013.
4. « Le droit de la famille gabonais entre tradition et modernité », sous la direction d'Alain Degage, Université de Perpignan, 11 avril 2014.
5. « La fragilité du droit foncier comorien à la lumière de la pluralité des droits », sous la direction d'Alban Maba, Université de Perpignan, 17 décembre 2014 (rapporteur)
6. « L'évolution du statut juridique de l'enfant en droit comorien : histoire d'un pluralisme juridique à l'épreuve de la modernité », sous la direction d'Alban Maba, Université de Perpignan, 17 décembre 2014.
7. « Islam et laïcité dans le droit tunisien des personnes. Contribution à l'histoire du droit international privé tunisien », sous la direction d'Alban Maba, Université de Perpignan, 3 juin 2016.
8. « L'investissement étranger et la stratégie du développement endo-exogène dans l'enjeu de la mondialisation en droit tunisien », sous la direction d'Alain Degage, Université de Perpignan, 3 juin 2016.
9. « Repenser la politique criminelle du mineur au Bénin », sous la direction d'Alain Degage, Université de Perpignan, 23 septembre 2016.
10. « Les médias et le droit de la concurrence en Mauritanie », sous la direction d'Alain Degage, Université de Perpignan, 24 mai 2017.
11. « Protection sociale. Etude comparative franco-mauritanienne », sous la direction d'Alain Degage, Université de Perpignan, 27 octobre 2017.
12. « Le transport maritime en Afrique de l'Ouest : vecteur de régulation, de réglementation et source de valorisation du domaine portuaire : cas du Sénégal », sous la direction d'Alain Degage, Université de Perpignan, 16 mai 2018, rapporteur.
13. « L'homme et la justice dans les campagnes de Guyenne au XVIIIe siècle », sous la direction de Frédéric Chauvaud, Université de Poitiers, 6 octobre 2018.
14. « LES PME face au contentieux économique. Essai de guide pratique », sous la direction de Denis Mouralis, Aix-Marseille Université, 29 novembre 2018.
15. « La collaboration entre la CCJA et les juridictions nationales de cassation à partir de l'Acte uniforme portant sur les procédures simplifiées de recouvrement des créances et des voies d'exécution dans le cadre de l'OHADA », sous la direction d'Alain Degage et Jérôme Coulibaly Climando, Université de Perpignan, 22 décembre 2018.
16. « Les rapports entre la justice étatique et la justice arbitrale. Etude comparative France – OHADA », sous la direction de Frédéric Leclerc, Université de Perpignan, 23 mai 2019.
17. « Etude comparative de l'évolution juridique de la relation médicale », sous la direction de F.-P. Blanc, Université de Perpignan, 4 mai 2021.
18. « Le divorce et la séparation de corps de la codification napoléonienne à la loi Bonald dans les Pyrénées orientales, 1804-1816 », sous la direction de F.-P. Blanc, Université de Perpignan, 4 mai 2021.
19. « Les gouverneurs des îles d'Amérique sous tutelle française (1625-1664). L'exercice du gouvernement aux Antilles, des premières implantations françaises à la création de la Compagnie des Indes occidentales », sous la direction de Bernard Grunberg, Université de Reims Champagne-Ardenne, 7 mai 2021.
20. « Les crimes rituels en Afrique: les exemples du Gabon et du Sénégal », Université de

Perpignan *via Domitia*, sous la direction d'Alban Maba, 23 mai 2022.

21. « Pertinence du nouveau système de droit foncier au Bénin », Université de Perpignan *via Domitia*, sous la direction d'Alban Maba, 16 décembre 2022.
22. « La protection des données à caractère personnel sur Internet en Cote d'Ivoire : analyse comparée avec les droits marocain et français », sous la direction de Christophe Juhel, Université de Perpignan *via Domitia*, 29 juin 2023.
23. « Le contrôle du juge étatique en droit de l'arbitrage OHADA », sous la direction de Christophe Juhel, Université de Perpignan *via Domitia*, 29 septembre 2023.

Jurys d'habilitation à diriger des recherches :

1. HDR de Mme Géraldine Cazals, 13 décembre 2013, Avignon Université, mémoire d'habilitation sur « L'arrestographie flamande. Jurisprudence et culture juridique à la fin de l'Ancien Régime (1668-1789) », rapporteur.

Direction de mémoires de masters 1 et 2 de droit (depuis 2003) :

- « La difficile prise en compte du travail des enfants par le droit »
- « Les rapports entre l'Eglise et l'Etat d'après deux Pères de l'Eglise »
- « L'évolution de la condition juridique de l'esclave de l'Antiquité à nos jours »
- « La place de l'enfant dans le procès pénal »
- « L'incarcération des mineurs délinquants »
- « L'application de la loi de 1949 sur la liberté de la presse »
- « L'histoire institutionnelle et constitutionnelle de l'Italie napoléonienne »
- « La morale dans l'histoire du procès pénal »
- « L'évolution historique et juridique du mécénat »
- « La comparution avec reconnaissance préalable de culpabilité constitue-t-elle un nouveau mode de justice négociée ? »
- « La christianisation du droit jusqu'à la fin de l'Empire romain »
- « La nécessité des peines »
- « La présomption d'innocence »
- « L'émergence du concept d'Etat dans l'histoire de la pensée islamique ».
- « La rétention de sûreté »
- « Du juge d'instruction au juge *de* l'instruction : réforme juridique ou politique ? »
- « La législation et la procédure criminelles dans la principauté d'Orange au 16^e siècle : analyse d'histoire du droit pénal comparé »
- « Le prêt d'argent en droit musulman »
- « Entre droit de la famille et droit des obligations : le mariage comme contrat chez Robert-Joseph Pothier »
- « Prérogatives et pratiques des officialités contemporaines : l'exemple de l'officialité d'Avignon »
- « Les obligations dans les *Institutes au droit coutumier* de Loisel (1607) »
- « Le positivisme juridique remis en cause par la magistrature »
- « Les peines secondaires ou accessoires dans la procédure criminelle de l'Ancien Régime »
- « L'exportation et le rayonnement du Code Napoléon au XIX^e siècle »
- « Evolution de la laïcité française : recherche d'un équilibre entre libéralisme et universalisme »

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Participations à l'émission juridique d'Antoine Garapon, *Le Bien Commun*, sur France culture : sur la sellette, 2007 ; sur la torture, 2012.

Participation à l'émission *L'histoire autrement*, France Inter : sur l'affaire du chevalier de La Barre, 2025.

Participations annuelles à l'Université Populaire d'Avignon sur divers thèmes :

- La Liberté : « Des Libertés d'Ancien Régime à la Liberté des Lumières »
- Les Croyances : « L'histoire entre vérité et croyances »
- l'Esprit critique : « L'histoire est-elle révisionniste ? »
- Le Temps : « Le temps de l'histoire, le temps de l'historien »
- Le Corps : « Le corps, reflet des penchants criminels ? Sur l'anthropologie criminelle et la médecine du crime au 19e siècle »

Cours de kendo (enseignant diplômé) à Avignon Université (unité d'ouverture tout public étudiantin).

Membre de jurys de concours administratifs (CNFPT), catégories A et B.

Assesseur à la Commission d'Indemnisation des Victimes d'Infraction (CIVI) de 2015 à 2018.

Assesseur à la Commission de discipline du centre pénitentiaire du Pontet (84), mêmes dates.

Membre du jury du CAPA – Ecole des avocats Centre-Sud, Montpellier (2016-2018 et 2020-2024)

Officier dans la réserve citoyenne de la gendarmerie.